



Mobilisé. Valéry Giscard d'Estaing chez lui, rue de Bénouville, à Paris, le 24 septembre.

ÉLODIE GRÉGOIRE POUR LE POINT

Giscard : « De grâce, réveillons-nous ! »

Visionnaire. L'ancien président a l'Europe chevillée au corps. Il refuse son déclin. Interview.

Si il n'existait pas, il aurait fallu l'inventer : heureusement que Valéry Giscard d'Estaing est là pour porter haut le flambeau de l'Europe. Ce n'est pas parce qu'elle ne s'est toujours pas remise du non de la France au référendum de 2005 sur la Constitution européenne qu'il faut l'abandonner à son sort. Dans « Europa, la dernière chance de l'Europe » (XO - lire extraits p. 60), VGE propose ses solutions pour la faire repartir. Appel lancé conjointement avec l'ancien chancelier allemand Helmut Schmidt, son ami, ce livre est aussi un credo, un manifeste et un projet détaillé de reconstruction européenne. La seule chance, pour nous autres Européens, de continuer à exister sur la scène mondiale dans les deux ou trois décennies à venir.

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANZ-OLIVIER GIESBERT ET ROMAIN GUBERT

Le Point : Ces dernières semaines, des menaces de toutes sortes se sont abattues sur le monde, en Irak, en Syrie ou en Ukraine, révélant comme jamais l'impuissance de l'Europe. Sommes-nous en train de vivre le déclin de l'Occident ?

Valéry Giscard d'Estaing : Quand on évoque ce concept, il faut différencier le déclin et la décadence. Le déclin, c'est une baisse de régime à court terme. La décadence, une tendance destructrice à long terme. Alors que les Etats-Unis connaissent un déclin passager, l'Europe, elle, n'est pas si loin de la décadence. Les Etats-Unis ont certes un problème de leadership et sont un peu affaiblis, mais on sent bien qu'ils peuvent se régénérer. Le sentiment national y est intact. Ils savent accueillir des populations nouvelles. Ils ont un dynamisme économique remarquable, une créativité exceptionnelle dans presque tous les domaines. La situation de l'Europe est malheureusement différente. D'abord, son organisation politique semble à bout de souffle et il n'y a pas de projet d'organisation

gner et ce nom, auquel les populations se rattachent. Ensuite, son influence dans le monde se réduit comme peau de chagrin. Sa population est stable, ou diminue, alors que celle de la planète explose. Enfin, elle ne semble pas capable de régler les grands défis qui se posent à elle : la crise économique, le chômage, l'immigration. Il règne sur notre Vieux Continent une sorte de résignation, j'allais dire de fatigue, que l'on ne trouve pas aux Etats-Unis.

Quelle en est la cause ?

Le monde est en train de changer à une vitesse phénoménale. En matière économique, géopolitique, environnementale, etc. Prenez l'exemple de la démographie. Nous assistons à une explosion de population depuis le début du XX^e siècle comme la planète n'en a jamais connue. L'humanité est passée de 1,7 milliard d'habitants en 1900 à 7 milliards aujourd'hui ! L'équilibre du monde n'est plus le même, et la hiérarchie des puissances est aujourd'hui bouleversée. La différence entre les Etats-Unis et l'Europe, c'est que, nous, nous n'avons pas pris en compte le changement du monde qui nous entoure. Nous autres Français particulièrement, nous préférons fermer les yeux.

Tout est donc fini pour l'Europe ? Il faut quitter le Vieux Monde ? S'exiler à Shanghai ?

Pas du tout ! Mais rien ne sert de rester les bras ballants à attendre que ça se passe. Or c'est ce que font la plupart des dirigeants européens. Quand ils ne sont pas carrément assoupis, ils attendent passivement la suite des événements en espérant que les choses s'arrangeront d'elles-mêmes. De grâce, qu'ils se réveillent ! Le train de la nouvelle modernité est lancé à vive allure et il n'y a pas de temps à perdre. Il faut réinventer très vite le modèle d'organisation politique européen. Celui-ci a bien fonctionné depuis la fin de la guerre jusqu'au milieu des années 1980, où il représentait encore le désir de paix. L'idée de l'Europe était d'une audace folle. Pendant vingt-cinq ans, nous avons réussi à retisser les liens que les fils de Charlemagne avaient détruits il y a mille ans. Après avoir connu trois guerres en cent ans, nous avons changé le cours de l'Histoire. Songez à ce que furent les saignées de nos dernières guerres. L'autre jour, j'étais en Aveyron, dans un petit village de 350 habitants. Son monument aux morts compte 110 noms, dont plusieurs de la même famille ! Il a fallu le génie de Français comme Jean Monnet et Robert Schuman, d'un Allemand comme Konrad Adenauer et de quelques autres en Europe pour que l'on tourne enfin le dos à ce passé d'extermination...

Que s'est-il passé ? Si on en est là, faut-il incriminer l'incompétence ou l'immobilisme des dirigeants européens depuis quelques décennies ?

Ce n'est pas exactement ce que je dis. Mais le travail n'est pas terminé ! Avec la construction européenne, nous avons réussi, d'entrée de jeu, à mettre fin aux guerres intra-européennes et à gérer en commun le charbon ou l'acier, tout en modernisant l'agriculture. Le système était parfait pour ça. Plus maintenant. Nous sommes arrivés au bout de quelque chose qui a été plus ou moins amélioré au fil des ans, mais qui

n'est plus à la hauteur des enjeux. En 1991, nous n'étions que 12. Nous sommes 28 aujourd'hui. L'élargissement a été très mal préparé. Il n'a pas été pensé, mais subi. On a voulu remettre à plat les règles de fonctionnement avec le travail colossal de la Convention sur l'avenir de l'Europe en 2003-2004. Mais on connaît la suite : le non des Français au référendum de 2005. Rien de sérieux n'a été entrepris depuis pour moderniser notre fonctionnement. Il n'y a plus de roman européen, plus de récit mythique...

Tout de même, l'euro était un bel et audacieux projet auquel beaucoup ne croyaient pas.

Or la monnaie unique a finalement résisté aux turbulences et même aux ouragans...

Quand on a imaginé l'euro, tout le monde était d'accord pour dire que le système ne fonctionnerait pas tout seul et qu'il devait s'adosser à une politique

économique commune. Or on n'a pas imaginé le gouvernement qui piloterait. Dans les années 80, la bride qui tenait les gouvernements, notamment français, c'était le risque de dévaluation. Comme elle était impopulaire, chacun veillait à l'éviter pour ne pas perdre la prochaine élection. A partir du moment où la France a bénéficié de la monnaie unique, de faibles taux d'intérêt et d'une petite inflation, il n'y a plus eu de frein : notre pays s'est endetté les yeux fermés, dans des proportions délirantes. Nos gouvernements sont devenus complètement irresponsables. On a bien fixé des règles – les fameux critères de Maastricht –, mais personne ne les a pris en compte. Jusqu'au début des années 80, le taux moyen d'endettement de la France était de 20%. La dette publique représentera l'an prochain 100% du PIB. Et elle n'aura pas servi à doper

l'investissement, l'éducation et l'innovation. Les Français croient que c'est le Trésor qui s'endette et que cela ne les concerne pas vraiment. Mais ce sont eux qui vont payer cette dette, ainsi que leurs enfants et leurs petits-enfants.

Vous voyez tout en noir...

Pas du tout, mais j'aimerais que nous regardions la réalité en face. L'Europe reste encore la première puissance économique du monde par son PIB, son rayonnement culturel est incontestable, notre patrimoine séduit toute la planète. L'Europe a des atouts, mais c'est un bateau ivre. Un beau bateau qui n'a pas de capitaine. Or la mer est agitée. Observez la politique étrangère, par exemple. Le traité de Maastricht a été très bien préparé. Il ne se limitait pas aux fameux critères ; il prévoyait également une politique étrangère de défense commune. Et dans la crise actuelle voilà que l'Europe disparaît. Le président français

« Mon projet est simple : à côté d'une Europe à 28, celle que nous connaissons et à qui on ne veut pas de mal, on crée une "Europa" qui rassemble un groupe de pays, en nombre restreint, autour d'un vrai projet politique. »



décide de frapper l'Irak seul. Les Allemands gèrent de leur côté le conflit entre la Russie et l'Ukraine. Tout ce dysfonctionnement résulte d'une mauvaise organisation. C'est ainsi que, pour diriger la prochaine Commission, on aurait pu rechercher une personnalité dotée d'une large expérience, comme l'a été l'excellent Jacques Delors, qui aurait vu grand pour l'Europe ! Pour notre continent, il faut un vrai leader et une ambition forte. Sinon, l'opinion ne peut qu'être frustrée et se dire que ça ne fonctionne pas. Pourtant, l'opinion a envie d'Europe, toutes les enquêtes d'opinion le prouvent. Elle est même plus raisonnable que ses dirigeants. Les slogans anti-européens voudraient faire croire au peuple que toutes nos difficultés viennent de l'Europe, mais il sait bien que c'est notre chance, notre dernière chance. Si le projet était bon, les Français le suivraient avec enthousiasme.

Comment fait-on alors pour redonner à l'Europe « une dernière chance », titre de votre livre ?

Il faut fixer des objectifs précis et adaptés. Lors des dernières élections européennes, où était l'ambition en dehors de conquérir des sièges ? Où étaient les projets ? Il faut avoir le courage de dire aux citoyens que nous vivons dans un monde nouveau et que l'Europe doit changer ses institutions pour ne pas rester à l'écart. Au lieu de cela, on a des gouvernements qui ne savent plus s'ils veulent une Europe intégrée, plus dense, plus efficace, ou si la vaste zone de libre-échange à 28 leur suffit. C'est justement à cause de cette indécision que le populisme triomphe. L'irrésolution indolente des gouvernements ressemble, dans la tête des Européens, à de l'incompétence. Mon projet est simple : à côté d'une Europe à 28, celle que nous connaissons et à qui on ne veut pas de mal, on crée

Rimbaldien. Valéry Giscard d'Estaing (ici dans son jardin) estime que « l'Europe a des atouts. Mais c'est un bateau ivre. Un beau bateau qui n'a pas de capitaine. Or la mer est agitée. »

une Europa qui rassemble un groupe de pays, en nombre restreint, autour d'un vrai projet politique.

Comment, concrètement ?

La Chine et les Etats-Unis, deux pays très vastes, n'ont qu'une seule politique fiscale sur tout leur territoire. Faisons la même chose : cela n'a plus aucun intérêt d'avoir des fiscalités différentes entre le nord de l'Italie, la Bavière et la région lyonnaise. Il faut des impôts uniques au sein d'Europa. La TVA, l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés doivent être les mêmes. Et chacun doit se tenir à la même discipline en matière de dépenses. Pour cela, il faut un vrai Trésor européen qui émette de la dette au nom de tous. Les bons du Trésor Europa seraient parmi les plus demandés au monde. Et bien sûr, en échange, les pays seraient tous solidaires financièrement les uns des autres.

Facile à dire...

La monnaie unique était bien plus compliquée et on a réussi. Aujourd'hui, la bonne idée consiste à créer une conférence des Etats désireux d'avancer vers l'intégration européenne et qui plancherait sur les impôts tels que la TVA, l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur le revenu, pour planifier un modèle standard d'impôt européen. Chaque pays disposerait de plusieurs années pour l'adopter, de manière à éviter un choc brutal. De toute façon, c'est le seul moyen de réformer notre fiscalité compliquée et inefficace. Elle est fabriquée au ministère des Finances par des hauts fonctionnaires à peine responsables. Si le ministre est bon, il peut jouer le rôle de contrepoids. Mais cela n'arrive pas souvent : il n'y a qu'à regarder le Code des impôts aujourd'hui. C'est un ramassis de dispositifs, souvent contradictoires, sans colonne vertébrale.

Qui serait à la tête d'Europa ?

Un directoire composé des responsables de gouvernement des Etats membres. C'est lui qui définirait les priorités, s'assurerait que les décisions des Etats vont dans le sens prévu et viendrait rendre des comptes aux parlements nationaux. Europa serait dirigée par un président ou une présidente élu(e) d'abord par ses pairs, et ensuite par le Congrès des peuples d'Europe. Ce président serait responsable de ses échecs et de ses succès devant tout le monde.

Mais à quoi serviraient alors les gouvernements nationaux ?

Chaque pays garderait le pouvoir de faire ce qu'il souhaite concernant le choix de ses dépenses publiques telles que l'éducation, la justice, la santé. Il existe, en effet, dans chacun de nos Etats des problématiques nationales, des éléments sociaux, démographiques. Ils exigent d'avoir des dépenses publiques plus ou moins grandes dans tel ou tel domaine. Cela restera de la responsabilité des Etats. Ils sont les mieux à même de satisfaire leurs besoins sur leur sol.

Il faut appliquer ce projet d'ici à 2040; sinon, nous aurons laissé passer cette « dernière chance ». L'Europe deviendra une zone de libre-échange, de tourisme international, rien de plus. Ce ne sera plus une puissance. Elle ne pourra pas défendre ses valeurs dans le monde ni porter son propre message.

Et vous pensez vraiment que les leaders européens actuels sont suffisamment ambitieux pour s'approprier votre projet ?

Je compte sur la nouvelle génération, celle qui va arriver au pouvoir, des hommes et des femmes qui ont aujourd'hui entre 30 et 40 ans. La dernière élection présidentielle française l'a montré : il n'y a pas eu de débats européens. Les candidats ont évoqué des sujets purement nationaux, d'importance réduite par rapport au monde qui nous entoure. La Chine n'est pas une démocratie, mais, une fois par an, l'Assemblée du peuple se réunit. Ils sont 2 000 ou 3 000. Et ils parlent des grands enjeux du pays : l'environnement, l'éducation, les grandes stratégies géopolitiques... Nous devrions avoir ce type de réflexions en France et en Europe.

Et en France, qui voyez-vous pour porter ce projet ?

Je ne peux pas donner de noms. Mais celui qui comprendra que notre pays se fragilise jour après jour détiendra la clé. L'affaiblissement de la France est malheureusement une évidence. Elle est régulièrement humiliée. Au train où vont les choses, après tant d'erreurs économiques, nous sommes au bord de l'effacement, et chacun de nous, des plus modestes aux plus favorisés, le ressent ! Jusqu'à présent, le couple franco-allemand avait permis de faire avancer l'Europe. Or, l'autre jour, j'ai entendu la chancelière allemande dire au Premier ministre français : « Réformez-vous ! Bonne chance ! » Les Allemands ne veulent pas accepter seuls le leadership en Europe, mais ils l'acceptent avec la France. Ils ont besoin de nous. Depuis le début, c'est avec nous qu'ils ont porté le projet européen que nous avons alimenté en idées. A nous d'être à la hauteur. A nous de jouer. A nous d'exister ! ■

Exclusif : le plan Giscard pour sauver l'Europe

Manifeste. Avec « Europa. La dernière chance de l'Europe », VGE raconte comment le Vieux Continent peut devenir une « vraie » grande puissance.



EXTRAITS

« Europa. La dernière chance de l'Europe », de Valéry Giscard d'Estaing, de l'Académie française. Préface de Helmut Schmidt (XO, 192 p., 16,90 €).

La proposition de franchir une nouvelle étape sur la voie de l'intégration européenne doit être simple et s'adresser au grand public. Elle ne concerne pas les institutions existantes qui gèrent l'Union à vingt-huit, qui n'a pas vocation à l'intégration. Elle n'a pas non plus à se préoccuper à l'excès du résultat des élections européennes, très décevant, où s'exprimait la frustration des citoyens devant une crise que le dispositif européen n'avait pas réussi à maîtriser.

Le grand projet est un acte neuf, destiné à préparer une situation différente. Comme la proposition de Robert Schuman qui visait à établir une « impossibilité de guerre », le projet tend à inscrire Europa dans le futur de la compétition mondiale : installer sur le territoire où coulent la Seine, le Rhin et le Danube une puissance économique contemporaine capable de rivaliser avec les plus grandes puissances du XXI^e siècle, existantes ou émergentes. À l'ombre de cet objectif figurent pour les uns l'emploi et la hausse du niveau de vie, et pour d'autres le prolongement du rayonnement culturel et humaniste qui émane de la civilisation européenne. « Achever l'intégration économique et monétaire de la zone euro pour en faire une puissance du XXI^e siècle » : tel est bien l'objectif que nous recommandons de fixer et qui est compréhensible par chaque citoyen de la zone euro, du plus influent au plus modeste.

Qui peut, qui doit le proposer ? Ce sont évidemment les responsables politiques, c'est-à-dire les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro, en premier lieu ceux des six Etats fondateurs (1), puisque le projet s'inscrit dans le droit-fil de la perspective ouverte par les grands fondateurs, mais aussi ceux qui souhaiteront se joindre à eux pour lancer l'appel de l'Europe unie.

Cet appel ne s'adressera évidemment qu'à ceux qui sont décidés à franchir une nouvelle étape de l'intégration européenne. Pour être clair, il s'agit des Etats qui ont accepté de participer à la création de la monnaie européenne, qui sont acquis à l'idée de lui donner son complément d'intégration économique, et qui

connaissent un niveau de développement économique et social, et une fiabilité de leurs institutions juridiques, qui rendent cette option vraisemblable (2).

(...) Si l'on considère que la structure finale sera celle d'une « fédération d'Etats-nations » conservant leur identité mais gérant des compétences communes, il n'est pas nécessaire d'établir une lourde administration horizontale, placée entre les membres de l'Euro-Conseil, devenu le Directoire du système, et les administrations centrales des Etats membres. C'est à ces dernières, en effet, que reviendra le soin de préparer et de proposer les réponses aux questions que leur posera le Directoire, et que celui-ci tranchera en dernier ressort. Il suffirait qu'un secrétariat général, créé sur le modèle utilisé dans les années 1950 par l'OECE, soit mis en place pour assurer cette tâche.

La nomination du secrétaire général d'Europa serait la première décision à prendre. Il est inexplicable qu'elle ne soit pas intervenue au sein de la zone euro au cours de ces années de crise !

L'Euro-Conseil devenu le Directoire d'Europa (le nom de « Directoire » ayant pour objet de faciliter la distinction avec les institutions de Bruxelles, peuplées de plusieurs conseils) déciderait de la fréquence de ses réunions. Il y aurait intérêt qu'elles se tiennent à date fixe, par exemple le premier jeudi de chaque mois. Les gouvernements nationaux se réunissent, en effet, chaque semaine. La zone euro, en raison de sa dimension et de l'importance de ses problèmes intérieurs (la croissance et l'emploi) et extérieurs (le taux de change et la réglementation bancaire, notamment), aurait besoin d'un échange de vues régulier, écartant les excès de communication des « sommets » et assurant à l'opinion et aux décideurs un pilotage plus précis.

Le Directoire élirait un président et un vice-président, l'un venant des grands pays, en raison de l'expérience dont il doit être doté, et l'autre des pays moyens et petits. Le président se déchargerait de sa responsabilité nationale, pour un mandat qui pourrait être de quatre ans, renouvelable une fois.

La gestion du Directoire devrait être menée comme un travail d'équipe, visant à assurer des résultats pour l'ensemble, et non comme un affrontement d'intérêts nationaux, désormais dépassés. Cela se refléterait dans le mécanisme de prise de décision, qui s'inspirerait du principe de la double majorité. Le droit de veto disparaîtrait et une décision serait acquise si elle recueillait l'approbation d'un nombre d'Etats membres dont la population représenterait une majorité suffisante (60%) de la population des Etats participants, et une proportion à définir du nombre des Etats approuvant la décision, pour tenir compte de l'existence des petits Etats et éviter qu'ils ne se sentent marginalisés ■

1. L'Allemagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg.

2. Rappelons la liste des pays : les six Etats fondateurs – Allemagne, France, Italie, Pays-Bas, Belgique et Luxembourg –, auxquels pourraient se joindre l'Espagne, le Portugal, l'Autriche et, le moment venu, la Pologne. L'Irlande a vocation à en faire partie, mais elle peut en être empêchée par son attachement à une fiscalité très particulière et la complexité de ses décisions prises par référendum. La Finlande pourrait également participer au dispositif. On retrouverait ainsi la dimension de l'Europe à douze, comme lors du traité de Maastricht.